1911 formrichtig eingereicht wurde, so ist in Betracht zu ziehen, daß die Verfügung der kantonalen Aufsichtsbehörde den Rekurrenten, laut ihrer Behauptung, nicht zugestellt wurde und daß der Gemeinschuldner Bossy erst am 6. Juni 1911 durch eine Mitteilung des Konkursamtes Habsburg davon Kenntnis erhielt. Die Wichtigkeit dieser Behauptung, die übrigens von der Gegenpartei nicht bestritten wurde, ist durch die bei den Akten liegende, beglaubigte Ausfertigung des angefochtenen Entscheides (Dispositiv 3), sowie durch die von den Rekurrenten eingelegte Zuschrift des Konkursamtes Habsburg an den Gemeinschuldner ausgewiesen.

2. — Zu hören ist dagegen die weitere Einrede der Rekursbeklagten, es fehle den Rekurrenten an der Legitimation zur Beschwerdeführung. Im Rekurs wird lebighch geltend gemacht, daß das Konkursamt Freiburg sich weigere, das von Fräulein Bossy beanspruchte Wohnrecht in den Steigerungsbedingungen vorzunehmen, daß darüber zwischen den Grundpfandgläubigern und Fräulein Bossy ein Prozeß schwebt und daß bis zur rechtskräftigen Erledigung dieses Prozesses die Liegenschaftssteigerung nicht abgehalten und mithin das Konkursverfahren nicht geschlossen werden könne. Daraus ergebe sich die Unmöglichkeit, die der Konkursverwaltung von der kantonalen Aufsichtsbehörde für den Abschluß des Konkurses eingeräumte zweimonatliche Frist einzuhalten. Daß aber ihre rechtlichen Interessen durch diese Fristansetzung verletzt würden, haben die Rekurrenten nicht einmal behauptet, geschweige denn nachgewiesen.

Zur Weiterziehung des angefochtenen Entscheides an das Bundesgericht wäre höchstens Fräulein Bossy legitimiert gewesen. Doch hätte auch ein von ihr eingereichter Rekurs als verfrüht abgewiesen werden müssen. Sollte der Streit über das Recht des Fräulein Bossy auf Berücksichtigung des von ihr geltend gemachten Wohnrechtes bei der Bewertung der Liegenschaften fort dauern, trotzdem — wie sich bei einer Inspektion des Konkursamtes Habsburg durch eine Delegation der Schuldbetreibungs- und Konkurskammer des Bundesgerichts s. B. ergab — das fragliche Wohnrecht rechtsgültig kolloziert und die Kollokation von keiner Seite innert Frist angefochten worden war, so wäre darüber im Anschluß an die Publikation der Steigerung und an die Auflegung der Steigerungs-

bedingungen im betriebsrechtlichen Beschwerdeverfahren zu entscheiden.

Demnach hat die Schuldbetreibungs- und Konkurskammer
erkannt:

Der Rekurs wird abgewiesen.

123. Arrêt du 13 décembre 1911 dans la cause Ranval.

Les statuts de la « caisse de pension et de secours des fonctionnaires et employés à poste fixe des chemins de fer fédéraux », du 19 octobre 1906, peuvent modifier les dispositions de la LP sur la saisie des pensions; mais l'art. 3 de ces statuts, prévoyant l'insaisissabilité des pensions ne résout pas la question de la saisie autrement que la LP. — Art. 92 ch. 9 et 10 et art. 93 LP: La pension servie à un employé mis à la retraite, ne rentre pas dans le cadre de l'art. 92 ch. 9 ou 10 LP. Elle n'est insaisissable que dans la mesure où elle est indispensable au débiteur et à sa famille. — Conditions de la compétence du Tribunal fédéral pour revoir la décision d'une autorité cantonale de surveillance fixant le minimum indispensable au débiteur et à sa famille.

A. — Le recourant, qui était adjoint au chef de quai principal à Genève, a été « mis à la retraite » le 22 avril 1905 parce qu'il était atteint, « d'une maladie incurable qui ne lui permettait pas de continuer ses fonctions ». Il a bénéficié de la « pension de retraite » dès le 1^{er} juin 1905. Un certificat médical du 17 avril 1905 constate que le recourant souffre d'« accès de vertige » et « de troubles neurasthéniques ».

En date du 28 août 1911, l'office des poursuites de Genève a saisi en mains des Chemins de fer fédéraux, à la requête de dame Dubois (poursuite n° 85269), la somme de 150 fr. par trimestre sur la pension du recourant, qui se monte à 1527 fr. 40 par an, soit 381 fr. par trimestre.

B. — Ranval a porté plainte à l'autorité cantonale de surveillance, laquelle, par décision du 31 octobre 1911, a

réduit la retenue pratiquée sur la pension à 75 fr. par trimestre, soit 25 fr. par mois. L'instance cantonale admet que la pension du recourant revêt le caractère d'une pension de retraite tombant sous le coup de l'article 93 LP, les dispositions de l'art. 92 ne lui étant pas applicables. La saisie, admissible en principe, doit être ramenée à 25 fr. par mois par le motif que dame Ranval n'exerce plus la profession de garde-malade depuis deux ans. Une somme de 112 fr. 30 suffit au débiteur pour son entretien et celui de sa femme. La saisie se justifie d'autant plus que Ranval a volontairement renoncé à un gain de 130 fr. par mois à la taxe municipale.

C. — Ranval a recouru en temps utile au Tribunal fédéral contre cette décision. Il soutient que la saisie doit être annulée 1° parce que l'insaisissabilité de la pension, résultant de l'art. 92 ch. 9 et 10 LP, est consacrée par les statuts de la Caisse de secours des C. F. F., 2° parce que, même si la pension était saisissable en principe, la saisie serait injustifiée en l'espèce; l'estimation de l'autorité cantonale, basée sur des calculs erronés, est inadmissible et arbitraire.

D. — La Direction générale des C. F. F. a déclaré que la pension servie à Ranval était une pension d'invalidité (Invaliditätspension) sur la saisissabilité de laquelle le juge devait se prononcer en prenant pour base les dispositions de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite. (Die Frage ob . . . unsere Invaliditätspensionen beschränkt pfändbar seien, d. h. ob Art. 93 und nicht Art. 92 auf dieselben anwendbar sei, hat der Richter auf Grund des Gesetzes zu entscheiden.)

Statuant sur ces faits et considérant en droit :

1. — Pour résoudre la question de l'insaisissabilité totale ou partielle de la pension servie au recourant par les Chemins de fer fédéraux, il y a lieu, en principe, de ne pas s'en tenir uniquement aux dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite, mais de prendre en considération également les statuts de la « Caisse de pension et de secours des fonctionnaires et employés à poste fixe des

chemins de fer fédéraux », du 19 octobre 1906. En effet, les chemins de fer fédéraux font partie du patrimoine de la Confédération. Les personnes engagées pour leur exploitation sont des fonctionnaires et des employés de la Confédération; leur traitement est fixé et régi par une loi fédérale; partant leurs prétentions de ce chef sont soumises au droit fédéral, qui peut les déclarer insaisissables en tout ou en partie. La Caisse de pension et de secours est également une institution de la Confédération. Ses statuts font dès lors partie du droit fédéral, et, comme ils sont postérieurs à la loi sur la poursuite, ils en peuvent modifier les dispositions sur la saisie des pensions. (Voir les art. suiv. de la loi féd. du 15 oct. 1897 sur le rachat: 17 ch. 18, 25 ch. 20, 40, 41, 42 et 46.)

2. — Cela étant, il faut examiner si l'art. 3 des statuts exclut complètement la saisie des pensions. Cette disposition a la teneur suivante: « Les indemnités et pensions payées » par la Caisse de pension et de secours des chemins de fer fédéraux sont destinées à l'entretien personnel de l'assuré ou de sa famille; elles ne peuvent être par conséquent ni aliénées, ni données en gage, ni saisies (art. 92 ch. 9 et art. 93 LP) ». A s'en tenir à la lettre de cette disposition, il faudrait considérer les indemnités et pensions comme absolument insaisissables. En effet, l'article cité porte que « les indemnités et pensions payées » ne peuvent être aliénées, c'est-à-dire transférées à un tiers; or, ce qui ne peut être aliéné ne saurait davantage être saisi, la saisie n'ayant d'autre but qu'un transfert. Mais ce n'est évidemment pas là le sens de la disposition. On a sans doute voulu exclure la transmission du droit à la pension et non pas le transfert des sommes déjà touchées, sinon l'ayant-droit ne pourrait tirer aucun profit de sa pension. Cela ressort d'ailleurs du contexte de l'article qui stipule que l'argent versé doit servir à l'entretien de la famille du bénéficiaire; or, cet entretien implique nécessairement un transfert de la pension reçue. Enfin l'art. 3 mentionne encore spécialement la saisie. Le fait que la pension est déclarée inaliénable n'est donc pas déterminant, en l'espèce, pour la question de la saisie.

La disposition citée exclut, il est vrai, expressément la saisie, mais elle renvoie en même temps aux art. 92 et 93 LP, ce qui démontre qu'en élaborant les statuts on n'a pas songé à résoudre la question de la saisie autrement que la loi de 1889 l'avait déjà fait. Il n'aurait pas été possible sans cela de citer l'art. 93, qui, au contraire de l'art. 92, n'exclut pas complètement la saisie, mais l'autorise d'une façon restreinte. Dès lors, il y a lieu d'examiner le recours à la lumière des dispositions de la loi sur la poursuite pour dettes et la faillite.

3. — Il ressort des explications de la Direction générale des C. F. F. et des pièces produites par le recourant qu'on n'est pas en présence d'une pension versée au recourant à titre d'indemnité « pour lésions corporelles ou pour préjudice à la santé », au sens de l'art. 92 ch. 10. Le recourant n'a pas été victime d'un accident de travail l'obligeant à quitter le service des C. F. F. Les « accès de vertige » et « troubles neurasthéniques » dont il se plaint ne proviennent pas de son travail aux C. F. F. — il ne le prétend d'ailleurs pas et le certificat médical est muet à cet égard —; aussi bien n'est-ce pas à titre d'équivalent de ce « préjudice à la santé » que la pension lui est payée; dans ce cas, il n'aurait pas été « mis à la retraite » en conformité de l'art. 9 al. 3 ch. 2 des statuts de la Caisse de secours de la compagnie du Jura-Simplon.

La pension du recourant ne rentre pas davantage dans le cadre de l'art. 92 ch. 9. Le Tribunal fédéral s'est déjà prononcé dans ce sens à l'occasion du recours Wagner (arrêt du 8 octobre 1896, Arch. V n° 73 p. 186). Cette jurisprudence doit être maintenue. Les subsides visés au chiffre 9 constituent des prestations effectuées une seule fois ou du moins d'une façon temporaire dans des cas particuliers dont la réalisation n'est pas certaine, et le secours est proportionné au dommage subi dans ces cas particuliers (v. à ce sujet JAEGER 3^e éd. I ad art. 92 n. 19 p. 269). La pension servie à un employé « mis à la retraite », même pour motif d'invalidité, n'a pas le caractère d'un tel subside ou secours.

Elle représente le produit des retenues opérées sur le traitement et constitue l'équivalent de services rendus autrefois par l'ayant-droit. Elle n'est pas proportionnée au préjudice subi, mais est fixée en pour-cent du traitement d'après une échelle basée sur le nombre des années de service. Il s'agit donc bien d'une pension de retraite qui, en vertu de l'art. 93, n'est insaisissable que dans la mesure où elle est indispensable au débiteur et à sa famille. Cette saisie restreinte se justifie au même titre que celle des salaires et des traitements. La loi ne fournit aucun motif permettant de déclarer que cette pension destinée à l'entretien du débiteur est insaisissable dans une plus forte mesure que le gain d'une personne pouvant travailler. (V. JAEGER ad art. 93 n. 4 *in fine*.)

4. — La question de savoir si la retenue mensuelle de 25 fr. fixée par l'instance cantonale se justifie au regard de l'art. 93 est une question d'appréciation rentrant dans la compétence des autorités cantonales. Le Tribunal fédéral ne pourrait revoir la décision attaquée que si l'autorité cantonale avait fait une fausse application de la notion juridique du « minimum indispensable au débiteur et à sa famille » ou bien si elle n'avait pas tenu compte de circonstances importantes ou qu'elle eût, au contraire, pris en considération des faits dénués de portée au regard de la loi, (v. RO éd. spéc. 14 p. 240 cons. 1*). Tel n'est pas le cas en l'espèce, et c'est à bon droit que les instances cantonales ont attaché de l'importance au fait que le recourant peut encore travailler et qu'il a abandonné volontairement un emploi rétribué.

Par ces motifs

le Tribunal fédéral
prononce :

Le recours est écarté.

* Ed. gén. 37 I p. 461. Voir aussi éd. spéc. 12 p. 311 et 312 (Ed. gén. 35 I p. 339).